Table of Contents

''Nous sommes loin d'encourager la guerre'' – Denise Gagnon, directrice de l'école....1

La vie militaire, ce n'est pas du plein air....2

Un père mécontent....4

Débarquement à l'école primaire....5

Les Marines veulent être redéployés....7

Troupes canadiennes en Afghanistan; Le succès passe par l'effort humanitaire....8

Débarquement à l'école primaire....9

Manif pour le logement social; Les militants veulent récupérer une part du budget militaire....11

La Turquie rappelle son ambassadeur à Washington; Un texte d'une commission du Congrès sur le génocide en Arménie soulève l'ire d'Ankara....13

Pas de fusils canadiens pour les Afghans; Un conflit entre la Défense et les Affaires étrangères bloque la livraison de 2500 fusils d'assaut....15

Le Pentagone veut redéployer les marines d'Irak en Afghanistan....17

Une information erronée; Malgré le danger continuel, la nature changeante des attaques des talibans nous indique que la situation s'améliore en Afghanistan....18

Selon la ministre de la Coopération internationale de retour d'Afghanistan; L'effort humanitaire est la clé du développement....19

Le PM s'adjoint les services de John Manley....21

Général....23

Evénements prévus par la Presse Canadienne pour le jeudi 11 octobre 2007....26

Benazir Bhutto maintient son retour au Pakistan pour le 18 octobre....30

La Canada s'inquiète pour les Afghans affamés, mais ne fera pas de livraisons....31

Stephen Harper a arnaqué la population québécoise, selon Gilles Duceppe....32

La Maison Blanche critique les parlementaires qui ont approuvé la résolution sur le génocide arménien....34

Benazir Bhutto maintient son retour au Pakistan pour le 18 octobre....35

Table of Contents

Ottawa envisage de ne pas remettre de nouveaux fusils aux soldats afghans.....36

"Nous sommes loin d'encourager la guerre" – Denise Gagnon, directrice de l'école

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
BYLINE:	MARC ST–HILAIRE
PHOTO:	(Photo Sylvain Dufour)
DATELINE:	SAINT–CHARLES–DE–BOURGET
ILLUSTRATION:	EXPLICATION – L'activité se tenait dans le cadre duprogramme Sports et plein air et le conseil d'établissement a approuvé l'initiative, explique Denise Gagnon, directrice de l'école primaire Saint–Charles.
WORD COUNT:	198

L'activité d'hier n'a jamais eu pour dessein de promouvoir la guerre ou l'enrôlement dans les Forces armées canadiennes, selon la directrice de l'école Saint–Charles, Denise Gagnon.

"Nous sommes loin d'encourager la guerre. L'activité se déroule dans le cadre du programme Sports et plein air et le conseil d'établissement l'a approuvée", déclare–t–elle.

Jeudi dernier, un alpiniste s'entretenait avec les 73 étudiants de l'école Saint–Charles. Avant lui, c'était un golfeur, puis un amateur de catamaran.

La directrice affirme que le métier de militaire mérite d'être mis en valeur au même titre que tous les autres qui ont été présentés depuis le début de l'année.

"Il y a des enfants qui ont de la famille en Afghanistan. L'activité de cette semaine leur permet de mieux comprendre ce qui se passe là–bas, en plus de s'inscrire dans notre programme. C'est un privilège pour les enfants de parler à un soldat qui est présentement là–bas", maintient Mme Gagnon.

Dans la même veine, la directrice refuse de qualifier de trop légère la façon dont a été traité le conflit actuel au cours de l'atelier. "L'activité est branchée à l'actualité, c'est vrai, mais le but premier était de faire connaître le métier de militaire par le biais d'ateliers et d'exercices", conclut–elle.o

mst–hilaire@lequotidien.com

La vie militaire, ce n'est pas du plein air

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
COLUMN:	Chronique
BYLINE:	Tremblay, Louis
PHOTO:	(Photo Sylvain Dufour)
DATELINE:	CHICOUTIMI
ILLUSTRATION:	MÉTIER – Photos à l'appui, le caporal Maxime Saint–Pierredonne des informations aux élèves sur la vie des militaires canadiens.
WORD COUNT:	654

Le choix des mots pour décrire une activité et en faire la promotion est loin d'être anodin. La Commission scolaire de La Jonquière l'a constaté, hier, alors qu'elle invitait les médias à une activité, dont l'objectif était de valoriser la profession de militaire, un "métier de sport, d'action et de plein air".

A mon avis, les autorités de la commission scolaire ont abordé la réalité militaire canadienne avec une légèreté quelque peu déroutante. Car les militaires déployés en Afghanistan ne font pas du plein air. Certes, ils doivent être en excellente condition physique, mais cela est davantage commandé par la rigidité de la mission de combat que par de saines habitudes de vie.

L'activité se déroulait à l'école Saint–Charles–de–Bourget sous le titre "Carrière militaire, soutien aux troupes en Afghanistan". Le communiqué spécifiait que, dans le cadre de son projet éducatif, l'école présentait un métier passionnant, méconnu et accessible et "qui permettait de faire le point sur la réalité, les valeurs qui tiennent à coeur les élèves (citation intégrale) et les moyens qui permettront d'envisager l'avenir avec paix et confiance".

Interprétation

Comment interpréter ce communiqué? En premier lieu, il fait l'éloge de la carrière militaire. Ce qui ne constitue pas un problème en soi. Il n'y a rien de répréhensible à faire une carrière militaire. Et les militaires jouissent d'un appui assez important dans l'opinion publique. Les choses se gâtent lorsque l'on mentionne que ce "travail représente les valeurs des enfants et qu'il est le moyen d'espérer un avenir dans la paix".

En ce moment, les militaires canadiens font la guerre en Afghanistan. Affirmer que cette activité constitue une "valeur" pour des enfants du primaire dépasse les limites de l'acceptable. Il faudrait demander aux nombreux enfants de l'école primaire de la base de Petawawa, en Ontario, qui ont perdu leur père en Afghanistan comment ils voient les choses. Est–ce que le travail de leur père mort au combat est une valeur qui assurera la paix?

Le sujet de la guerre est trop sérieux pour le résumer de façon aussi inconvenante. Il y a des limites. A lire le communiqué diffusé par la Commission scolaire de La Jonquière, on a l'impression que le métier de soldat est une sorte de sport extrême sans risques. Or, chaque soldat qui met le pied en Afghanistan expose sa vie.

Les Bleuets pour la paix sont partis en croisade contre cette activité de la Commission scolaire de La Jonquière et l'école primaire. En fait, il n'y avait possiblement pas de mauvaises intentions dans cette affaire. C'est simplement que la réalité du conflit en Afghanistan n'a fait qu'effleurer le Québec, alors que le Canada

anglais – les sondages le confirment – élève lentement le ton contre cette mission en raison des pertes de vie.

Le métier de militaire

Il n'y a pas de problème à parler de ce métier aux enfants. Il faut leur dire que plusieurs militaires, au pays, ont fait de gros sacrifices dans l'aventure afghane. Cette facette doit aussi être expliquée.

L'activité d'hier était en bonne partie initiée par Mme France Otis–Dallaire, dont la fille est en Afghanistan. Elle n'a pas d'enfant à l'école primaire, mais elle défend énergiquement la carrière militaire. Elle voulait en même temps réaliser une activité pour soutenir sa fille déployée à la base de Kandahar.

La directrice de l'école, Denise Gagnon, a été étonnée de la réaction. Selon elle, les parents qui ne souhaitent pas que leur enfant participe à des activités qui valorisent le monde militaire peuvent demander d'en être dispensé. Quant à savoir si une école primaire a le mandat de tenir ce genre d'événement, soi–disant en lien avec le projet éducatif, la décision appartient aux parents et aux pédagogues. S'ils décident de le faire, il est important de parler de la dure réalité vécue par les militaires déployés en Afghanistan.

Ce n'est pas du camping...

Un père mécontent

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.12
SECTION: Actualités
PAGE: 4
DATELINE: SAINT−CHARLES
WORD COUNT: 135

(MSH) − Pendant que les jeunes retombent sur terre, un père, Éric Joyal, faisait les cent pas à l'extérieur de l'école.

"Je ne suis vraiment pas d'accord avec cette activité. Je n'ai rien contre les scouts ou les cadets, à la limite, mais quand l'armée vient vendre la guerre dans une école primaire, il y a un problème", insiste le père.

Selon lui, la guerre en Afghanistan ne peut être abordé avec une telle légèreté, surtout auprès d'enfants aussi jeunes. Sa fille, précise−t−il, a 11 ans.

"Nos enfants n'ont pas la maturité nécessaire pour faire la part des choses, pour juger de ce conflit. Nous sommes là−bas pour attaquer des gens, pas pour la paix. Nous allons tuer des gens en Afghanistan, dans un autre pays, et ces personnes ne nous ont jamais rien fait. Nous parlons ici de choses sérieuses", termine−t−il. o

Débarquement à l'école primaire

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Actualités
PAGE:	4
BYLINE:	St−Hilaire, Marc
PHOTO:	(Photo Sylvain Dufour) (Photo Sylvain Dufour)
DATELINE:	SAINT−CHARLES−DE−BOURGET
ILLUSTRATION:	FIERE − France Otis−Dallaire est fière de sa fille Julie quise trouve présentement à Kandahar. Hier, la militaire de 30 ans a échangé pendant une dizaine de minutes avec les élèves de l'école, en direct d'Afghanistan.; IMPRESSIONNÉ − Un élève de l'école de Saint−Charles−de−Bourget semble impressionné par deux militaires se tenant debout devant lui.
WORD COUNT:	412

Les 73 élèves de l'école primaire de Saint−Charles−de−Bourget, au Saguenay−Lac−Saint−Jean, ont été initiés hier à la vie trépidante des Forces armées canadiennes.

C'est dans le cadre d'un programme intitulé Sports et plein air que la direction de l'école a invité un groupe de militaires de la base fédérale de Bagotville afin que ceux−ci expliquent aux jeunes leur métier, dans le contexte bien précis de la guerre en Afghanistan.

Au cours de l'activité, les élèves ont par ailleurs pu s'entretenir, en temps réel, avec une militaire actuellement en mission à Kandahar, le fantassin Julie Dallaire.

"As−tu vu des explosions?", lance une jeune fille d'emblée, donnant ainsi le ton à l'échange.

Répondant avec beaucoup de générosité, la technicienne des Forces armées n'a jamais cherché à fuir les questions ou à enrober la vérité : "Ici, on entend les explosions et les sirènes."

Tout au plus, la conversation a duré une dizaine de minutes.

Fière de sa fille

Se tenant à l'écart, France Otis−Dallaire savoure chaque mot prononcé par sa fille, serrant entre ses mains une photo plastifiée de Julie.

Membre du conseil d'établissement de l'école Saint−Charles, elle est à l'origine de l'activité.

Avec une fierté quelque peu désarmante, elle dit, une fois l'entretien terminé : "Mon père était militaire, il a fait la guerre 39−45. Mon oncle est mort en service et il est enterré à Rimini, en Italie. Mon mari a été militaire, mon gendre est militaire, et maintenant, c'est ma fille qui est militaire."

Elle confie avoir peur pour son enfant, "qui vient d'avoir 30 ans le 22 août". En même temps, elle ne croit pas que le métier de soldat, même en Afghanistan, soit plus périlleux que celui qu'exerce un policier.

"Si elle meurt, je vais faire comme les autres. Je vais la pleurer, avoue−t−elle. Mais, je serais plus inquiète si

elle était policière. Tous les jours, les policiers vivent des situations extrêmes."

Toujours selon la mère, le service militaire obligatoire devrait être instauré au Canada, comme c'est le cas dans certains pays européens.

"Ça ferait peut−être du bien à quelques personnes", exprime−t−elle à ce sujet.

Canadiens−français

Le père du soldat Julie Dallaire, Jean−Guy Dallaire, assistait lui aussi à l'atelier d'hier.

Ce dernier confirme avoir servi à Chypre en 1964, de même qu'en Allemagne, entre les années 1965 et 1969. Fort de ces expériences, il estime comprendre ce que sa fille vit en ce moment, en Afghanistan.

"A Chypre, nous étions en mission de paix, mais le danger était là quand même. Heureusement, nous avions la chance d'être mieux perçus que les Canadiens−anglais ou les Américains. Eux−autres, ils sont haïs dans les autres pays alors que nous, mettons que ça passe mieux", signale−t−il.

Tous les jours, l'ancien fantassin admet être inquiet pour sa fille Julie.

"Nous sommes très inquiets, insiste−t−il. Nous sommes toujours impatients d'avoir de ses nouvelles. Elle appelle une fois par semaine. C'est difficile, mais c'est son choix d'être là−bas et nous devons le respecter." o

Les Marines veulent être redéployés

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.12
SECTION: Actualités
PAGE: 27
DATELINE: Washington
ILLUSTRATION: Des Marines combattent des soldats irakiens près de AzBayer, en mars 2003.
WORD COUNT: 173

Le corps des Marines américains a demandé de retirer tous ses effectifs d'Irak pour concentrer ses efforts de combat en Afghanistan, a rapporté hier le New York Times, citant des responsables du Pentagone et des hauts gradés militaires.

La mesure, présentée la semaine dernière au secrétaire à la Défense américain Robert Gates, modifierait de manière notable la composition des forces américaines en Afghanistan, tout en laissant les rênes des opérations américaines en Irak à l'armée de Terre, ajoute le quotidien.

Elle prévoit le retrait des 25 000 Marines stationnés en Irak au sein du contingent américain fort de quelque 160 000 militaires au total, et leur transfert en Afghanistan, d'où ils sont actuellement absents.

Ce plan ferait "des Marines la force américaine dominante en Afghanistan", a ajouté le Times. Le contingent américain dans ce pays est actuellement de 26 000 hommes.

Mais la principale mission en Afghanistan de lutte antiterroriste, y compris la traque du leader d'Al–Qaïda Oussama ben Laden, restera entre les mains des forces de la coalition dirigée par les Américains.

Le journal précise qu'aucune décision n'a été prise pour l'instant.

Troupes canadiennes en Afghanistan; Le succès passe par l'effort humanitaire

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Actualités
PAGE:	25
SOURCE:	La Presse
BYLINE:	Toupin, Gilles
WORD COUNT:	363

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a plaidé hier pour la poursuite de l'effort humanitaire du Canada en Afghanistan, seule voie pour les Afghans, estime–t–elle, vers la démocratie et le développement de l'État de droit.

En contrepartie, a affirmé en substance la ministre, ce développement démocratique et économique de l'Afghanistan entraînera forcément une relation avec le Canada qui s'éloignera de plus en plus des préoccupations sécuritaires actuelles.

De retour d'un voyage éclair à Kaboul et à Kandahar, en compagnie du ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier, la ministre Oda a rappelé aux journalistes hier que le Canada s'était engagé à venir en aide au peuple afghan bien après sa présence militaire.

"Nous nous sommes engagés jusqu'en 2011 pour le volet développement en Afghanistan, a–t–elle déclaré au cours d'une rencontre avec les médias. Alors plus nous travaillerons avec les Afghans, plus nous aiderons à former la police afghane, de plus en plus les Afghans pourront assumer eux–mêmes la responsabilité de leur développement. La relation du Canada avec les Afghans va donc évoluer avec le temps. Actuellement, nous sommes aux prises avec une situation qui requiert un haut niveau de sécurité et de protection. Mais en travaillant avec les forces de police locales, en les renforçant, nous pourrons changer le type de rapport que nous avons avec les Afghans. Nous allons donc continuer à travailler du côté de l'éducation et de l'amélioration des soins de santé."

La ministre de la Coopération internationale a reconnu que tout développement en Afghanistan en ce moment ne pouvait se faire sans une forte présence militaire de l'OTAN, donc du Canada.

Elle a qualifié cette situation de "contrainte" tout en rappelant que l'engagement militaire canadien était prévu jusqu'en février 2009. Pour le reste, s'est–elle contentée de dire, un débat sera engagé au Parlement, selon les voeux du premier ministre Stephen Harper.

"J'ai vu là–bas comment les Afghans sont en train de construire leur propre avenir", a expliqué la ministre qui a affirmé que les Afghans prennent peu à peu le contrôle des initiatives de reconstruction de leur pays selon leurs propres priorités et en tenant compte de leurs propres besoins.

Débarquement à l'école primaire

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.12
SECTION: Actualités
PAGE: 25
DATELINE: Saguenay
WORD COUNT: 349

Les 73 élèves de l'école primaire de Saint−Charles−de−Bourget, au Saguenay−Lac−Saint−Jean, ont été initiés hier à la vie trépidante des Forces armées canadiennes.

C'est dans le cadre d'un programme intitulé Sports et plein air que la direction de l'école a invité un groupe de militaires de la base fédérale de Bagotville afin que ceux−ci expliquent aux jeunes leur métier, dans le contexte bien précis de la guerre en Afghanistan.

Au cours de l'activité, les élèves ont par ailleurs pu s'entretenir, en temps réel, avec une militaire actuellement en mission à Kandahar, le fantassin Julie Dallaire.

"As−tu vu des explosions ?", lance une jeune fille d'emblée, donnant ainsi le ton à l'échange.

Répondant avec beaucoup de générosité, la technicienne des Forces armées n'a jamais cherché à fuir les questions ou à enrober la vérité : "Ici, on entend les explosions et les sirènes."

Tout au plus, la conversation a duré une dizaine de minutes.

Fière de sa fille

Se tenant à l'écart, France Otis−Dallaire savoure chaque mot prononcé par sa fille, serrant entre ses mains une photo plastifiée de Julie.

Membre du conseil d'établissement de l'école Saint−Charles, elle est à l'origine de l'activité.

Avec une fierté quelque peu désarmante, elle dit, une fois l'entretien terminé : "Mon père était militaire, il a fait la guerre 39−45. Mon oncle est mort en service et il est enterré à Rimini, en Italie. Mon mari a été militaire, mon gendre est militaire, et maintenant, c'est ma fille qui est militaire."

Elle confie avoir peur pour son enfant, "qui vient d'avoir 30 ans le 22 août". En même temps, elle ne croit pas que le métier de soldat, même en Afghanistan, soit plus périlleux que celui qu'exerce un policier.

"Si elle meurt, je vais faire comme les autres. Je vais la pleurer, avoue−t−elle. Mais, je serais plus inquiète si elle était policière. Tous les jours, les policiers vivent des situations extrêmes." "Toujours selon la mère, le service militaire obligatoire devrait être instauré au Canada, comme c'est le cas dans certains pays européens. "Ça ferait peut−être du bien à quelques personnes", exprime−t−elle à ce sujet.

Le père du soldat Julie Dallaire, Jean−Guy Dallaire, assistait lui aussi à l'atelier d'hier.

Ce dernier confirme avoir servi à Chypre en 1964, de même qu'en Allemagne, entre les années 1965 et 1969. Fort de ces expériences, il estime comprendre ce que sa fille vit en ce moment, en Afghanistan.

Tous les jours, l'ancien fantassin admet être inquiet pour sa fille Julie.

Manif pour le logement social; Les militants veulent récupérer une part du budget militaire

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
BYLINE:	Lamontagne, Catherine
PHOTO:	Lafleur, Michel
ILLUSTRATION:	Quelque 500 personnes ont manifesté hier devant le centre derecrutement des forces armées canadiennes du 66 rue Slater, en signe de désaccord avec les budgets alloués à la guerre au détriment du logement social.
WORD COUNT:	470

Les militants des organismes Logemen'occupe de l'Outaouais et du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ont déménagé leurs meubles devant le centre de recrutement des Forces armées canadiennes de la rue Slater, hier à Ottawa.

Près de 500 personnes ont participé à cette manifestation dans les rues du centre−ville afin de dénoncer la politique du gouvernement de Stephen Harper en matière de logement.

Ils accusent le Premier ministre du Canada d'investir une trop grande partie de son budget dans la guerre en Afghanistan et dans l'équipement militaire, au détriment du logement pour les plus démunis.

"On refuse que le budget militaire ait augmenté de 69 % au cours des dix dernières années alors que le budget alloué au logement n'a même pas augmenté de 1 %, déclare François Saillant coordonnateur de FRAPRU. Pour les prochaines années, Stephen Harper qu'il consacrerait 15 milliards $ à l'armée et pour le logement, rien du tout" !

Les manifestants demandent au gouvernement de doubler le budget consacré à l'habitation en l'augmentant de 2 milliards $ par année. Une somme nécessaire, selon Logemen'occupe et FRAPRU, pour construire de nouveaux appartements mais aussi pour entretenir ceux déjà en place.

"Il y a encore une dizaine de familles sans logis à Gatineau dont l'une avec 10 enfants ; c'est inacceptable, soutient François Roy coordonnateur de Logement'occupe de l'Outaouais. Il est temps que le gouvernement ouvre les yeux et nous aide, sans quoi la situation va aller de pire en pire".

discours du Trône

Cette sortie de Logement'occupe et du FRAPRU arrive à cinq jours du discours du Trône du premier ministre. A cinq jours de la défaite de celui−ci selon François Saillant. "Avec le gouvernement Harper, c'est tout pour l'armement et rien pour le logement, affirme−t−il. Si le gouvernement veut aller en guerre, il faut aller à la guerre à la pauvreté".

Au cours des mois précédents, des manifestations semblables ont eu lieu dans les villes de Saguenay et Québec. A l'exception du Nouveau Parti Démocratique (NPD), aucun des quatre partis siégeant à la Chambres des communes n'a annoncé de mesures officielles pour augmenter le budget alloué au secteur du logement.

Un homme armé se barricade à Gatineau

Un homme de 45 ans armé d'une hache a tenu les policiers de Gatineau en haleine pendant plus de quatre heures, mercredi soir, lorsqu'il s'est barricadé dans un logement du boulevard Gréber.

Les agents et le groupe d'endiguement et d'arrestations à risque (GEAR) de la Police de Gatineau se sont rendus au 29−C, boulevard Gréber, peu avant 21 h, mercredi, après avoir reçu un appel concernant une personne en détresse à cette adresse.

Constatant que l'individu était barricadé et armé, les autorités ont aussitôt érigé un périmètre de sécurité et ont procédé à l'évacuation des logements adjacents.

La porte−parole de la Police de Gatineau, l'agente Isabelle Poirier, a indiqué que l'homme s'est finalement rendu vers 1 h 10, à la suite d'une conversation avec un négociateur.

L'individu, en détresse psychologique, a été conduit à l'Hôpital de Gatineau.

Une enquête est en cours, mais l'agente Poirier affirme qu'aucune accusation ne devrait être déposée contre l'homme.

La Turquie rappelle son ambassadeur à Washington; Un texte d'une commission du Congrès sur le génocide en Arménie soulève l'ire d'Ankara

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.12
SECTION: LE MONDE
PAGE: b9
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 472

Ankara – La Turquie a rappelé hier son ambassadeur en poste à Washington pour des consultations après l'adoption mercredi par une commission du Congrès américain d'un texte qui reconnaît comme un génocide les massacres d'Arméniens sous l'Empire ottoman.

L'ambassadeur Nabi Sensoy a été rappelé à Ankara pour des consultations sur le processus qui pourrait débuter après le renvoi de ce texte, voté par 27 voix contre 21 en commission, devant l'assemblée plénière de la Chambre des représentants, précise l'agence Anatolie.

Ankara rejette catégoriquement le terme de génocide pour qualifier les massacres de centaines de milliers d'Arméniens après 1915 sous l'Empire ottoman – auquel la Turquie a succédé en 1923 – et parle de représailles contre un peuple qui s'est allié à l'ennemi russe pendant la Première Guerre mondiale.

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a affirmé hier que son cabinet ferait tout son possible pour empêcher l'adoption du texte en séance plénière et étudiait sa riposte si ses efforts se révélaient insuffisants.

Le texte doit à présent être envoyé à la Chambre des représentants pour un éventuel vote en séance plénière.

Le président turc Abdullah Gül a qualifié d'inacceptable ce texte qui a été adopté en dépit des avertissements d'Ankara et de ceux du président George W. Bush qui, inquiet d'éventuelles représailles turques, avait mobilisé tout son gouvernement contre l'emploi du terme de génocide arménien.

Le gouvernement turc, jugeant lui aussi «inacceptable que la nation turque soit accusée d'un crime qu'elle n'a jamais commis au cours de son histoire», a estimé que promouvoir le texte controversé «mettra en péril dans une période très troublée un partenariat stratégique» entre Washington et Ankara. «Nous espérons encore que la Chambre des représentants aura assez de bon sens» pour ne pas approuver ce document, ajoute le gouvernement turc dans un communiqué.

La présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a indiqué hier qu'elle avait bien l'intention de soumettre le texte au vote de l'assemblée plénière.

La Maison–Blanche s'est pour sa part déclarée déçue et a assuré par la voix de son porte–parole Gordon Johndroe que le président George W. Bush allait réitérer son opposition à ce texte qui risque d'envenimer les relations turco–américaines à un moment délicat.

Washington craint que, par mesure de rétorsion, la Turquie cesse de faciliter le transit par son territoire du réapprovisionnement des missions américaines en Irak et en Afghanistan et mette fin à l'utilisation de la base aérienne turque d'Incirlik, plaque tournante du ravitaillement américain.

Dans le camp arménien, en revanche, le vote au Congrès américain a été accueilli avec satisfaction.

«Nous saluons cette décision» de la commission américaine, a déclaré le président arménien Robert Kotcharian lors d'un point de presse à Bruxelles. «Nous espérons que cela mènera à une reconnaissance complète par les États−Unis des effets du génocide.» «Le fait que la Turquie refuse de reconnaître [le génocide] ne lui permet pas d'obliger d'autres pays à nier eux aussi la vérité historique», a−t−il ajouté.

Pas de fusils canadiens pour les Afghans; Un conflit entre la Défense et les Affaires étrangères bloque la livraison de 2500 fusils d'assaut

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.12
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 1166

Ottawa – Les soldats afghans qui attendent avec impatience les nouveaux fusils C7 promis par le Canada pour les aider à combattre les talibans dans la province de Kandahar pourraient ne jamais obtenir les armes tant attendues. En effet, Le Devoir a appris que le gouvernement canadien «reconsidère» actuellement le dossier, même si tout avait été ficelé à la fin du mois de juillet dernier. Une mésentente entre le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères serait notamment à l'origine du blocage qui empêche l'Armée afghane de recevoir les 2500 fusils d'assaut C7.

Le printemps dernier, le Canada a mis la formation de l'Armée nationale afghane en tête de ses priorités. Le chef d'état–major des Forces canadiennes, Rick Hillier, et l'ancien ministre de la Défense, Gordon O'Connor, ont souvent répété leur espoir de voir les soldats afghans entraînés par le Canada être en mesure d'assurer l'essentiel de la sécurité à Kandahar dès l'été prochain, permettant ainsi aux soldats canadiens de se concentrer sur des tâches plus spécialisées. Près de 3000 soldats afghans devraient être opérationnels à Kandahar d'ici un an.

En mars dernier, lors d'une visite à Kandahar, Gordon O'Connor a rencontré des responsables de l'Armée nationale afghane et leur a promis que le Canada fournirait des fusils C7 aux soldats afghans mal équipés. Le C7, l'équivalent du M16 de l'armée américaine, est l'arme couramment utilisée par les soldats canadiens depuis plusieurs années. Ce fusil a l'avantage d'être précis, puissant et d'avoir une longue portée. En revanche, les soldats afghans sont contraints d'utiliser de vieux AK–47, aussi nommé kalachnikovs, qui datent parfois de l'occupation soviétique des années 80. Ces AK–47, souvent de construction pakistanaise, s'enrayent souvent et sont peu précis sur une longue distance.

Selon les informations obtenues par Le Devoir, Gordon O'Connor a donné son feu vert au transfert de 2500 fusils C7 durant la dernière semaine de juillet. Les armes, que les Forces canadiennes ont en surplus, étaient prêtes pour le départ vers l'Afghanistan. L'annonce officielle devait être faite le lundi 13 août, à l'occasion de la visite au Canada d'une délégation de l'Armée nationale afghane, notamment le sous–ministre de la Défense afghan Ahmad Yusuf Nuristani.

Toutefois, à la dernière minute, le ministère des Affaires étrangères a bloqué le transfert, soutenant qu'il n'était pas dans la tradition canadienne d'envoyer des armes à l'étranger. L'annonce n'a donc jamais eu lieu. «Si on veut que les soldats afghans soient efficaces et remplacent nos soldats un jour, il faut les équiper en conséquence», a soutenu au Devoir une source gouvernementale ulcérée par la décision des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères.

Hier, un haut gradé des Forces canadiennes a affirmé au Devoir que «le projet est toujours ouvert» mais que le gouvernement «reconsidère» son approche. «Le don des C7 est actuellement en révision. Pour l'instant, je peux juste dire que, si on va de l'avant, une annonce sera faite», a soutenu ce haut gradé militaire qui ne peut être nommé, comme c'est l'habitude pour les hauts fonctionnaires du gouvernement. Aucune décision – si

décision il y a – n'est attendue à court terme.

C'est qu'au ministère des Affaires étrangères, l'idée de transférer des armes à un autre pays a été très mal reçue. Et puisque ce ministère a le dernier mot sur tout ce qui touche l'Afghanistan, les hauts fonctionnaires ont bloqué l'envoi des armes. Il n'a pas été possible, depuis trois jours, d'obtenir une réaction officielle de la part du ministère des Affaires étrangères.

L'une des raisons du blocage concerne le fait que le Canada milite depuis des années contre la prolifération des armes légères. Les fusils, carabines et armes de poing sont responsables de plus de 1000 morts par jour dans le monde. La plupart des 600 millions d'armes légères en circulation sur la planète ont d'abord été vendues ou transférées légalement, avant d'être revendues sous le manteau dans des zones de guerre.

Retrouver la trace des armes

Même si le don de 2500 fusils C7 à l'armée afghane n'a rien d'illicite, le risque de voir les C7 aboutir un jour entre de mauvaises mains est élevé dans un pays corrompu comme l'Afghanistan. «Il y a toujours un risque. Il y a un marché noir des armes et nous en sommes conscients. En même temps, l'Armée afghane aurait des procédures à suivre pour entretenir, entreposer et suivre à la trace ces armes», a soutenu un haut gradé militaire.

Marc–André Boivin, directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, soutient que l'objectif du ministère de la Défense est légitime. «La stratégie de sortie du Canada en Afghanistan, c'est de s'assurer que l'armée afghane va pouvoir prendre la relève et assumer la sécurité du pays. C'est normal de vouloir lui fournir les moyens pour le faire», dit–il. Par contre, le débat interne au sein du gouvernement montre bien que rien n'est simple, enchaîne–t–il. «Le ministère de la Défense pense à court terme et veut prendre tous les moyens pour que la sécurité revienne à Kandahar. Au ministère des Affaires étrangères, on regarde la politique du Canada en général dans le domaine des armes. C'est une vision à long terme parce que le sentiment d'urgence n'est pas le même, ce ne sont pas les gars des Affaires étrangères qui se font tirer dessus en Afghanistan», explique M. Boivin.

L'armée américaine a récemment été confrontée au même dilemme en Irak. Après avoir distribué 185 000 fusils AK–47 à la nouvelle armée irakienne, les États–Unis ont choisi d'équiper les forces de ce pays avec des fusils d'assaut M16. La première livraison de 20 000 fusils a eu lieu le printemps dernier. La crainte de retrouver ces puissants engins entre les mains des insurgés irakiens a forcé l'armée américaine à une extrême prudence. Chaque M16 a été associé aux empreintes digitales du soldat qui l'a reçu. Un scanner rétinien a aussi emmagasiné les informations biométriques des soldats irakiens.

N'empêche, ce coup de pouce a été très apprécié par les soldats irakiens. «On est enfin une vraie armée bien équipée pour faire face aux insurgés», a soutenu au Wall Street Journal le major–général irakien Abdullah Mohammed Kahmees al–Dafaee.

Il en va de même pour les soldats afghans entraînés par les Canadiens. Au milieu du mois d'août, sans savoir que le dossier était gelé à Ottawa, les hauts gradés afghans à Kandahar exprimaient haut et fort leur désir de recevoir au plus vite les C7. «Je suis impatient de voir arriver les armes», a notamment soutenu le lieutenant–colonel Sherinshaw Khobandi à la Presse canadienne. «Avec ces fusils, nous pourrons travailler efficacement avec les Forces canadiennes qui nous entraînent.»

Le Pentagone veut redéployer les marines d'Irak en Afghanistan

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.12
SECTION: Monde
PAGE: A24
SOURCE: AFP
DATELINE: Washington
WORD COUNT: 177

Le corps des marines américains a demandé de retirer tous ses effectifs d'Irak pour concentrer ses efforts de combat en Afghanistan, a rapporté hier le New York Times, citant des responsables du Pentagone et des officiers de haut rang militaires. La mesure, présentée la semaine dernière au secrétaire à la Défense américain Robert Gates, modifierait de manière notable la composition des forces américaines en Afghanistan, tout en laissant les rênes des opérations américaines en Irak à l'armée de terre, ajoute le quotidien.

Elle prévoit le retrait des 25 000 marines stationnés en Irak au sein du contingent américain fort de quelque 160 000 militaires au total, et leur transfert en Afghanistan, d'où ils sont actuellement absents.

Ce plan ferait "des marines la force américaine dominante en Afghanistan", a ajouté le Times. Le contingent américain dans ce pays est actuellement de 26 000 hommes. Mais la principale mission en Afghanistan de lutte antiterroriste restera entre les mains des forces de la coalition.

Une information erronée; Malgré le danger continuel, la nature changeante des attaques des talibans nous indique que la situation s'améliore en Afghanistan

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Forum
PAGE:	A22
BYLINE:	Bernier, Maxime
PHOTO:	Reuters
ILLUSTRATION:	Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, était àKandahar la semaine dernière pour encourager les troupes canadiennes en Afghanistan.
WORD COUNT:	299

Dans votre numéro du 9 octobre ("Bernier et Coderre se croisent à Kandahar"), vos journalistes reprennent une information erronée du Globe and Mail. Vos lecteurs méritent d'avoir l'heure juste.

Le quotidien torontois citait de façon sélective un rapport de l'ONU datant d'août 2007 pour prétendre que j'avais tort de parler d'une amélioration de la situation sur le plan de la sécurité dans la province de Kandahar.

Comme le note le rapport de l'ONU, les talibans délaissent "les affrontements armés à grande échelle sur le terrain" pour se tourner vers "des attaques asymétriques ou de type terroriste".

Ce changement survient pour plusieurs raisons. Comme l'indique le rapport, l'une d'elles est que "l'Armée nationale afghane s'est améliorée tout au long de 2007". Une autre raison sur laquelle se penche le rapport est la dégradation notable de la structure de commandement des talibans, en partie en réaction au succès des interventions internationales et afghanes de maintien de la sécurité, y compris l'opération Méduse effectuée l'année dernière et d'autres opérations similaires qui ont eu lieu par la suite.

En délogeant le plus grand nombre possible de talibans, nous avons contribué à réduire la menace sécuritaire que posait la présence de plusieurs de leurs formations de combat près de la ville de Kandahar et dans la partie ouest de la province.

Malgré le danger continuel, la nature changeante des attaques nous indique que la situation s'améliore. C'est cela que j'essayais d'expliquer lorsque j'ai fait ces remarques avant mon départ d'Afghanistan.

Comme j'ai pu l'observer durant ma visite, nos diplomates ainsi que les Canadiens qui travaillent dans l'Équipe provinciale de reconstruction sont maintenant dans une meilleure position pour faire leur travail, en partenariat avec les Afghans et la communauté internationale. Un développement qui progresse mieux entraînera à son tour une sécurité accrue.

L'auteur est ministre des Affaires étrangères.

Selon la ministre de la Coopération internationale de retour d'Afghanistan; L'effort humanitaire est la clé du développement

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.12
SECTION:	Politique
PAGE:	A8
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	Reuters
DATELINE:	Ottawa
ILLUSTRATION:	La ministre Bev Oda s'est dite préoccupée par la sécuritédes convois alimentaires en Afghanistan. Elle a effectué un voyage éclair à Kaboul et à Kandahar, en compagnie du ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier.
WORD COUNT:	809

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a plaidé hier pour la poursuite de l'effort humanitaire du Canada en Afghanistan, seule voie pour les Afghans, estime–t–elle, vers la démocratie et le développement de l'État de droit.

En contrepartie, a affirmé en substance la ministre, ce développement démocratique et économique de l'Afghanistan entraînera forcément une relation avec le Canada qui s'éloignera de plus en plus des préoccupations sécuritaires actuelles.

De retour d'un voyage éclair à Kaboul et à Kandahar, en compagnie du ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier, la ministre Oda a rappelé aux journalistes hier que le Canada s'était engagé à venir en aide au peuple afghan bien après sa présence militaire.

"Nous nous sommes engagés jusqu'en 2011 pour le volet développement en Afghanistan, a–t–elle déclaré au cours d'une rencontre avec les médias. Alors plus nous travaillerons avec les Afghans, plus nous aiderons à former la police afghane, plus les Afghans pourront assumer eux–mêmes la responsabilité de leur développement. La relation du Canada avec les Afghans va donc évoluer avec le temps. Actuellement, nous sommes aux prises avec une situation qui requiert un haut niveau de sécurité et de protection. Mais en travaillant avec les forces de police locales, en les renforçant, nous pourrons changer le type de rapport que nous avons avec les Afghans. Nous allons donc continuer à travailler du côté de l'éducation et de l'amélioration des soins de santé."

La ministre de la Coopération internationale a reconnu que le développement en Afghanistan en ce moment ne pouvait se faire sans une forte présence militaire de l'OTAN, donc du Canada. Elle a qualifié cette situation de "contrainte" tout en rappelant que l'engagement militaire canadien était prévu jusqu'en février 2009. Pour le reste, s'est–elle contentée de dire, un débat sera engagé au Parlement, selon les voeux du premier ministre Stephen Harper.

"J'ai vu là–bas comment les Afghans sont en train de construire leur propre avenir", a expliqué la ministre qui a affirmé que les Afghans prennent peu à peu le contrôle des initiatives de reconstruction de leur pays selon leurs propres priorités et en tenant compte de leurs propres besoins.

La ministre de la Coopération internationale s'est cependant montrée préoccupée, à l'approche de l'hiver, de la situation alimentaire des Afghans, en particulier dans la province troublée de Kandahar où sont à pied d'oeuvre les soldats canadiens.

8700 tonnes d'aliments

Le Canada est le plus important donateur au Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU qui distribue la nourriture à la population dans le besoin, notamment dans le sud de l'Afghanistan. Mme Oda a rappelé hier la contribution récente d'Ottawa de 25 millions de dollars. Déjà, a dit Mme Oda, 8700 tonnes d'aliments ont été distribuées malgré les attaques fréquentes des convois par les talibans. Le PAM, selon de hauts fonctionnaires, préfère ne pas réclamer à l'OTAN d'escortes militaires lors des distributions de vivres, de peur d'envenimer davantage une situation déjà explosive. La ministre Oda s'est dite préoccupée par la sécurité des convois alimentaires tout en assurant que "des directives avaient été transmises aux Canadiens en Afghanistan afin que les objectifs de secours aux populations soient atteints par tous les moyens possibles".

Un haut responsable militaire canadien a confirmé hier les craintes de Bev Oda en citant le rapport de l'ONU du 21 septembre dernier sur la situation en Afghanistan: "Même s'il y a eu certains succès des opérations contre les insurgés, les attaques des insurgés et la violence terroriste a augmenté partout au pays."

"Nous avons remarqué la hausse prévue du nombre d'incidents de sécurité au cours des derniers mois, a commenté le militaire. Les activités des insurgés vont généralement de pair avec le cycle de culture du pavot et ces activités sont plus fortes de juin à septembre. Dans ce contexte, la transition d'attaques directes des insurgés, comme on l'a vu lors de l'opération Medusa l'an dernier, vers des attaques asymétriques contre la police afghane a des impacts sur les efforts de la force internationale d'assistance et du gouvernement afghan en matière de sécurité, de gouvernance et de développement dans certains secteurs du Sud."

Les programmes de distribution de nourriture et d'éducation, a insisté Mme Oda, ont convaincu les Afghans d'envoyer leurs enfants à l'école afin que ceux−ci puissent rapporter de la nourriture à la maison. "En même temps, a ajouté la ministre, le programme alimentaire a donné d'autres résultats, soit la reconstruction de 80 km de routes, la création de 60 réservoirs d'eau et la réparation de 3 millions de mètres cubes de canaux d'irrigation." De plus, six millions d'enfants fréquentent l'école aujourd'hui dans ce pays, du jamais vu selon la ministre.

Le PM s'adjoint les services de John Manley

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.12
SECTION: Politique
PAGE: A7
BYLINE: Bellavance, Joël−Denis
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 894

Le premier ministre Stephen Harper s'est trouvé un nouvel allié pour convaincre les Canadiens du bien−fondé de la mission canadienne en Afghanistan: l'ancien ministre libéral des Affaires étrangères, John Manley.

M. Harper annoncera aujourd'hui la création d'un groupe de travail présidé par M. Manley afin de proposer au Parlement certaines options quant au rôle que devrait jouer le Canada en Afghanistan après la fin de la présente mission prévue en février 2009, a appris La Presse hier.

Cette annonce du premier ministre Harper, qui interviendra cinq jours avant la lecture du discours du Trône qui pourrait entraîner la chute de son gouvernement, vise à maintenir la pression sur les libéraux de Stéphane Dion pour qu'ils votent en faveur du discours en question.

Depuis quelques semaines, le Parti libéral et le Bloc québécois pressent le gouvernement Harper de dire clairement dans le discours du Trône que la mission de combat des soldats canadiens dans la région de Kandahar prendra fin comme prévu en février 2009. Le Bloc a en même fait l'une de ses conditions non négociables pour appuyer le gouvernement conservateur au moment du vote sur le discours du Trône. Le NPD, de son côté, exige le retrait immédiat des troupes canadiennes à défaut de quoi il votera aussi contre le discours du Trône.

Les options qui seront évaluées par le groupe de travail seront le retrait du contingent canadien, une réduction du nombre de soldats, ou encore une rotation des troupes dans un autre coin de l'Afghanistan qui permettrait aux soldats de consacrer le plus clair de leur temps à l'aide humanitaire et à la reconstruction du pays.

M. Manley a été un ministre influent et collègue de Stéphane Dion dans l'ancien gouvernement libéral de Jean Chrétien. Il était ministre des Affaires étrangères au moment des attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États−Unis. Il a aussi été ministre de l'Industrie de 1993 à 2000 et a succédé à Paul Martin comme ministre des Finances en 2002 quand ce dernier a été congédié du cabinet par Jean Chrétien. En 2003, il a été candidat dans la course à la direction du Parti libéral contre Paul Martin et Sheila Copps, mais il a lancé la serviette à mi−chemin de la course faute d'argent et d'appuis suffisants. M. Manley travaille aujourd'hui comme avocat pour la firme McCarthy Tétrault.

En tout, le groupe de travail sera composé de cinq personnes. M. Manley sera donc épaulé par Derek Burney, l'ancien ambassadeur du Canada à Washington, Pamela Wallin, une ancienne journaliste de la CBC qui a passé les dernières années comme consul général à New York, Jape Epp, un ancien ministre dans le gouvernement Mulroney, et Paul Tellier, ancien greffier du Conseil privé et ancien PDG de CN et de Bombardier.

La manoeuvre Kyoto

Par ailleurs, une version préliminaire du discours du Trône des conservateurs risque aussi de placer le Parti libéral dans une situation politiquement embarrassante en le forçant à rejeter le protocole de Kyoto, rapportait

hier soir La Presse Canadienne.

En effet, Stephen Harper jugerait que les libéraux ne veulent tellement pas d'élections cet automne qu'ils seraient prêts à appuyer un discours du Trône dans lequel les cibles du protocole de Kyoto sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre seraient qualifiées d'inatteignables.

Le discours du Trône, attendu mardi soir prochain, sera soumis à un vote de confiance à la Chambre des communes et pourrait déclencher des élections si le chef libéral Stéphane Dion se joint aux autres partis de l'opposition pour rejeter son contenu.

M. Dion, un si grand défenseur des mesures environnementales qu'il a nommé son chien Kyoto, pourrait ainsi se retrouver devant une impasse.

Le chef libéral pourrait appuyer le discours du Trône et s'exposer à de nombreuses moqueries de la part de ceux qui estimeraient qu'il a abandonné ses principes, ou il pourrait rejeter le discours et se retrouver en campagne électorale alors que sa cote de popularité est au plus faible dans les sondages d'opinion, que les guerres intestines de son parti font les manchettes et que le financement se fait ardu. Puisque le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique ont tous deux fortement suggéré qu'ils s'opposeraient au discours du Trône, le destin du gouvernement minoritaire conservateur semble être entre les mains du chef libéral.

Certains libéraux ont toutefois laissé entendre que M. Dion trouverait une façon de s'opposer au discours du Trône sans défaire le gouvernement et déclencher des élections.

Un des scénarios envisagés pourrait consister à faire voter les principaux députés libéraux contre le discours, tout en ordonnant aux députés d'arrière−ban de s'abstenir.

Cette tactique permettrait d'éviter une campagne électorale et laisserait les libéraux libres de continuer à déclarer leur opposition au plan de match du gouvernement. Les libéraux ont fait remarquer que les conservateurs ont déjà fait usage d'une tactique similaire lors d'un vote clé sur un budget lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Selon les sources conservatrices, le discours comprendra un engagement à combattre les changements climatiques et s'attardera notamment sur des objectifs populaires, comme la conservation et la qualité de l'eau.

Mais les remarques sur les objectifs de Kyoto pourraient être particulièrement dures envers Stéphane Dion. Les conservateurs s'apprêteraient à louer les objectifs du protocole de Kyoto, tout en blâmant l'ancien gouvernement libéral pour avoir rendu leur atteinte impossible.

M. Dion a brièvement occupé le poste de ministre de l'Environnement au sein de l'ancien gouvernement libéral.

Général

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 876

OTTAWA _ Le ministre fédéral de la Santé, Tony Clement, prend part au Symposium canadien sur la sécurité des soins de santé. (8h00, Hôtel Westin, 11, promenade Colonel By)

x−OTTAWA _ Abdullah Almalki, Ahmad Abou−Elmaati et Muayyed Nureddin, trois hommes au centre d'une commission d'enquête sur de présumés mauvais traitements qui leur auraient été infligés à l'étranger, tiennent une conférence de presse en compagnie de leurs avocats. (9h30, salle Charles Lynch de l'édifice du centre)

x−OTTAWA _ Le Conseil canadien pour la coopération internationale tient une conférence de presse concernant le Discours du trône et l'Afghanistan. (10h30, salle Charles−Lynch de l'édifice du centre)

x−OTTAWA _ La gouverneure générale Michaëlle Jean présente des décorations de la vaillance militaire. Le chef d'état−major Rick Hillier prendra la parole. (10h30, Rideau Hall)

x−OTTAWA _ Assermentation de Thomas Mulcair comme député néo−démocrate d'Outremont. (11h00, salle 200 de l'édifice de l'Ouest)

x−OTTAWA _ Mohamed Harkat, qui a été détenu en vertu d'un certificat de sécurité, tient une conférence de presse en compagnie de son avocat. (11h00, salle 130−S de l'édifice du centre)

OTTAWA _ Patrick Brazeau, chef national du Congrès des peuples autochtones, et Max Yelden, ancien commissaire de la Commission canadienne des droits de la personne, tiennent une conférence de presse conjointe concernant les droits des Premières Nations. (11h30, salle Charles Lynch de l'édifice du centre)

xy−NEW YORK _ Le premier ministre Jean Charest se rend à New York pour y rencontrer le gouverneur de l'Etat, Eliot Spitzer, et prononcer une allocution concernant l'énergie, l'environnement et l'économie.

x−QUEBEC _ La chef du Parti québécois Pauline Marois tient une conférence de presse concernant la crise de l'industrie forestière. (9h30, hall d'entrée de l'Assemblée nationale) MTO

SAINT−AUGUSTIN−DE−DESMAURES _ Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laurent Lessard, tient une conférence de presse concernant le système de traçabilité. (10h30, Metro GP Plus, 278, route 138)

QUEBEC _ Les membres de la Coalition−cégeps manifestent devant l'Assemblée nationale pour demander au gouvernement que 40 pour cent de tout réinvestissement en enseignement supérieur soit affecté aux cégeps. (11h30)

QUEBEC _ Le président de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec, Jean−Luc Sylvain, ainsi que le directeur général, Raymond Lefebvre, procèdent au lancement de la saison de motoneiges. L'événement se tient dans le cadre du Salon des sports récréatifs motorisés. (11h30, 250, boul. Wilfrid−Hamel, kiosques 108 à 111)

QUEBEC _ Cérémonie du concours de l'Ordre national du mérite agricole, en présence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laurent Lessard. (16h00, salle du Conseil législatif)

MONTREAL _ L'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux tient un colloque sur les innovations en informatique. (Palais des congrès)

x−MONTREAL _ Les porte−parole de Québec solidaire, Amir Khadir et Françoise David, tiennent une conférence de presse concernant la réforme du mode de scrutin. (10h00, Métro Mont−Royal)

SAINTE−ANNE−DE−BELLEVUE _ La ministre de l'Education, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, fait une annonce concernant le Cégep John Abbott. (10h30, agora du cégep, 21 275, rue Lakeshore)

MONTREAL _ A quelques jours du Discours du trône, le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, tient une conférence de presse pour exprimer ses attentes sur trois dossiers: l'éducation, la jeunesse et le logement. (11h00, Musée de la Pointe−à−Callières, 350, Place Royale)

x−MONTREAL _ Le ministre fédéral des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lawrence Cannon, le ministre fédéral des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, la ministre québécoise de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Christine St−Pierre, ainsi que le président du Musée des beaux−arts de Montréal, Bernard Lamarre, font une annonce en matière d'infrastructure. (12h00, Musée des beaux−arts, Eglise Erksine and American, 1339, rue Sherbrooke Ouest)

x−MONTREAL _ Les deux coprésidents de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Charles Taylor et Gérard Bouchard, prennent part à un panel sur la diversité culturelle organisé par l'Université de Montréal. (15h00, Université de Montréal, Amphithéâtre K−500 du pavillon Roger−Gaudry)

GATINEAU _ Le président du conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale, Patrick Duguay, procède au lancement du portail Economie sociale Québec. (16h00, Polyvalente du Versant, 808, boul. de la Cité)

x−OROMOCTO, N.−B. _ Le ministre de la Défense Peter MacKay prend part à une cérémonie pour célébrer le retour au pays de militaires qui ont servi en Afghanistan. (10h00)

x−TORONTO _ Le chef libéral Stéphane Dion prononce une allocution à la tribune de l'Economic Club de Toronto. (12h45, hôtel Delta Chelsea)

TORONTO _ Le président de l'Association médicale canadienne, le docteur Brian Day, prononce un discours devant l'Empire Club of Canada. (13h00, Hôtel Fairmont Royal York)

CALGARY _ Le ministre des Ressources naturelles, Gary Lunn, annonce une mesure dans le cadre du programme EcoEnergie. (12h00)

Econo

MONTREAL _ Les Editions Jobbom lancent un guide sur les carrières dans l'industrie minière. (9h15, aire de conférence de la Place Bonaventure)

LAVAL _ L'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec tient une table ronde sur la productivité. Les participants sont le ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale, Sam Hamad, le président du Conseil du patronat, Michel Kelly−Gagnon, le journaliste Alain Dubuc et le président de l'Ordre des CGA du Québec, Pierre Samson. (12h30, Hôtel Sheraton Laval)

MONTREAL _ Conférence téléphonique de Thallion Pharmaceutique concernant les résultats du troisième trimestre. (14h30, 866−249−1964)

OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur la construction non résidentielle.

x−OTTAWA _ La Cour suprême rend un jugement dans la cause opposant Douglas Kerr à Danier Leather. (9h45)

GATINEAU _ Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) tient des audiences publiques afin d'examiner le cadre de réglementation en matière de services de télécommunications de gros. (Centre de conférences, 140, promenade du Portage)

Culture

MONTREAL _ La ministre de la Culture et des Communications, Christine St−Pierre, ainsi que la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, lancent un programme de bourses du Conseil des arts et des lettres du Québec. (10h00, 3860, rue Jeanne−Mance)

FMFN1−ms

Evénements prévus par la Presse Canadienne pour le jeudi 11 octobre 2007

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 504

OTTAWA

Statistique Canada rend publiques des données concernant le commerce international de marchandises et le prix des logements neufs.

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, prend part à une séance d'information concernant l'Afghanistan. (10h45, auditorium

Cadieux de l'édifice Lester B. Pearson, 125, promenade Sussex)

Le prince Edward rend visite à la gouverneure générale Michaëlle Jean. (11h15, Rideau Hall)

Rencontre du caucus des maires des grandes villes du Canada, en vue du discours du Trône. Séance de photos à 9h15, conférence de presse à 13h00. (Hôtel Lord Elgin, 100, rue Elgin, salle MacDonald)

A quelques jours du discours du Trône, des mal−logés et des sans−abri déménageront des meubles devant un centre de recrutement des Forces

armées canadiennes. (13h30, 66, rue Slater)

Statistique Canada rend publique une étude sur la violence

familiale.

MIRABEL

Le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, annonce un investissement pour la région des

Basses−Laurentides dans le secteur aéronautique. (14h15, Sonaca NMF Canada, 13 075, rue Brault)

GATINEAU

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications

canadiennes (CRTC) tient des audiences publiques afin d'examiner le cadre de

réglementation en matière de services de télécommunications de gros. (Centre

de conférences, 140, promenade du Portage)

QUEBEC

Le député de Lévis−Bellechasse, Steven Blaney, annonce un investissement du gouvernement fédéral pour la rénovation de trois édifices

situés sur la base de la Garde côtière à Québec. (11h00, Base de la Garde côtière canadienne, 101, boul. Champlain)

La commission parlementaire de la culture poursuit son examen du document de consultation sur la planification de l'immigration pour la période 2008−2010. (9h30, salle Louis−Hippolyte−Lafontaine)

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, prononce une

allocution sur le pouvoir fédéral de dépenser. (11h45, Université Laval, pavillon Charles de Koninck, salle 1−B)

Assermentation de la chef du Parti québécois et nouvelle

députée de Charlevoix, Pauline Marois. (14h00, salle du Conseil législatif)

MONTREAL

Le syndicat des ambulanciers paramédicaux d'Urgences−santé, qui a le droit d'exercer son droit de grève depuis le 9 octobre, tient une conférence de presse. (7h00, 1601, rue De Lorimier, salle Gérard Picard)

Le président du Réseau des ingénieurs du Québec, Etienne Couture, dévoile le contenu d'une étude intitulée "Outiller notre secteur

industriel pour relever les défis de la mondialisation". (10h00, Hôtel Hilton Bonaventure, salle La Verrière, 900, rue de la Gauchetière Ouest)

Le Mouvement d'éducation et de défense des droits des

actionnaires (Médac) tient une séance d'information concernant les neuf

propositions qu'il entend présenter aux assemblées des actionnaires des

banques Nationale, TD, Royale, Scotia, CIBC, de Montréal et Laurentienne,

ainsi qu'aux assemblées de Power Corp., Bombardier et Financière Manuvie.

(11h00, 82, rue Sherbrooke Ouest)

Alain Dubuc, chroniqueur à La Presse, prononce une allocution sur l'économie de Montréal à la tribune de la Chambre de commerce du Montréal

métropolitain. (12h00, Hôtel Omnio Mont−Royal, 1050, rue Sherbrooke Ouest)

L'équipe du Gala de l'ADISQ dévoile les noms des artistes qui offriront des prestations lors de L'Autre gala de l'ADISQ, présenté par ARTV,

et du 29e Gala de l'ADISQ, présenté par Radio−Canada. (10h30, salle Jean−Despréz de la Maison de Radio−Canada)

Lancement du nouveau disque d'Angèle Dubeau et La Pietà. (11h45, chapelle du Bon Pasteur, 100, rue Sherbrooke Est)

Le premier ministre Jean Charest ainsi que la ministre des

Finances et présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme−Forget, font une annonce concernant "un important plan gouvernemental". (8h30, Marriott

Château Champlain, salle Cartier, 1050, rue de la Gauchetière Ouest) LIA LEVESQUE

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, prononce une allocution dans le cadre de l'événement Expo Hightex 2007, qui réunit des gens de l'industrie du textile. (9h00, Palais des congrès)

La Fédération des médecins résidents du Québec tient sa Journée Carrière Québec. (13h00, Palais des congrès, salle 517)

L'Association québécoise d'établissements de santé et de

services sociaux tient un colloque sur les innovations en informatique. (Palais des congrès)

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de

l'Alimentation, Laurent Lessard, le directeur de l'Association québécoise de

l'industrie de la pêche, Jean−Paul Gagné, et le directeur de l'Association québécoise de commercialisation de poissons et fruits de mer, Pierre−Michel

Laverdure, procèdent au lancement de la campagne de commercialisation de la moule bleue d'élevage du Québec. (14h00, Institut de tourisme et d'hôtellerie

du Québec, 3535, rue Saint−Denis)

TORONTO

Le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des

Collectivités, Lawrence Cannon, le ministre des Finances, Jim Flaherty, et le président du conseil d'administration de Via Rail Canada, Donald Wright, font une annonce concernant le service ferroviaire pour voyageurs. (14h30, Gare Union)

WINNIPEG

Le Collège des médecins de famille du Canada propose es

solutions pour réduire les temps d'attente et améliorer l'accès aux médecins. (12h30)

PREVISION SPORTIVE DU JOUR

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Atlanta à Buffalo, 19h00.

N.Y. Islanders à Toronto, 19h30.

Caroline à Ottawa, 19h30.

New Jersey en Floride, 19h30.

Phoenix à Nashville, 20h00.

LIGUE JUNIOR MAJEUR DU QUEBEC

Baie−Comeau à Moncton, 19h00.

Val−d'Or à Victoriaville, 19h30.

Au pupitre: Jean Philippe Denoncourt (matin), Suzanne Lepage (après−midi) et Bernard Barbeau (soirée).

Aux bulletins en ondes: Jean Philippe Denoncourt et Claude Fournier (matin), Carl Gilbert (après−midi) et Bernard Barbeau (soirée).

Au reportage et à la rédaction: Helen Moka, Pierre Saint−Arnaud, Nelson Sergerie, Michel Bellemare et Peter Ray.

Correspondante à Ottawa: Lina Dib.

Correspondant à Québec: Rémi Nadeau.

Téléphone du pupitre: 514−985−7231

Courriel du pupitre: ntrcp.org

Télécopieur: 514−282−6915

Merci et bonne journée!

N M J E U

Benazir Bhutto maintient son retour au Pakistan pour le 18 octobre

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 210

ISLAMABAD (AP) –– L'ancien Premier ministre pakistanaise Benazir Bhutto a rejeté jeudi la demande du président Pervez Musharraf de reporter son retour au pays, assurant qu'elle arriverait bien la semaine prochaine au Pakistan pour y faire campagne pour les élections législatives de janvier 2008.

Benazir Bhutto, partie en exil en 1999 pour des accusations de corruption, a prévu de faire son retour le 18 octobre, suite à une loi d'amnistie promulguée la semaine dernière par le président Musharraf après des mois de négociations sur un éventuel partage du pouvoir à l'issue du scrutin de janvier.

Mais Pervez Musharraf, vainqueur de l'élection présidentielle le 6 octobre, avait invité mercredi Benazir Bhutto à attendre l'examen à partir du 17 octobre par la Cour suprême pakistanaise des requêtes de l'opposition sur son éligibilité.

Jeudi, Farhatullah Babar, porte–parole du Parti du peuple pakistanais de Benazir Bhutto, a indiqué que l'ancien Premier ministre n'entendait pas changer ses plans.

"Mohtarma Bhutto arrivera le 18 octobre comme prévu", a–t–il déclaré à l'Associated Press, employant le terme honorifique de Mohtarma.

M. Musharraf négocie avec Mme Bhutto pour se partager le pouvoir si le parti de cette dernière obtient de bons résultats aux législatives. Tous deux sont pro–Américains et ont appelé aux rassemblement des modérés pour lutter contre le retour des combattants talibans et d'Al–Qaïda à la frontière avec l'Afghanistan. AP

jp/v188

La Canada s'inquiète pour les Afghans affamés, mais ne fera pas de livraisons

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL SOCIAL ALIMENT
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 309

OTTAWA _ La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a déclaré jeudi qu'il était impératif que l'aide alimentaire des Nations unies se rendent dans les villages afghans qui en ont besoin, mais elle refuse d'engager le Canada à en assurer la livraison.

Pendant un voyage à Kandahar la fin de semaine dernière, elle a annoncé que le Canada verserait 25 millions $ de plus au Programme alimentaire mondial que les 14 millions $ déjà donnés au cours de la dernière année.

Toutefois les responsables de l'ONU dans le pays dévasté par la guerre ont indiqué que leurs convois sont de plus en plus ciblés par les talibans et les barons de la drogue qui désirent nuire aux efforts de reconstruction.

Mme Oda a dit jeudi que, de tout ce qu'elle a vu pendant son voyage de 36 heures en Afghanistan, la pénurie chronique de nourriture était celle qui l'avait le plus touchée.

Elle a souligné l'importance de la nourriture pour les populations affamées et s'est dite surprise que les insurgés puissent les priver de cette aide humanitaire.

L'agence onusienne a engagé une compagnie de sécurité privée pour escorter ses convois et a parfois recours à des tiers pour assurer la livraison de la nourriture.

Plus d'aliments ont été volé dans les 10 derniers fois que dans les trois années précédentes.

Le Programme alimentaire mondial doit livrer 225 000 tonnes de nourriture en Afghanistan cette année afin de nourrir 3,5 millions de personne.

Des responsables de l'ONU ont indiqué que 1000 tonnes de blé, de fèves, d'huile de cuisson et de biscuits enrichis avaient été interceptés ou avaient disparu dans une trentaine d'attaque des insurgés depuis janvier.

L'incapacité des convois à rejoindre les populations est devenu un handicap majeur pour l'OTAN qui essaie d'arracher le contrôle de districts aux talibans.

Interrogée sur ce que le Canada, avec 2500 soldats sur le terrain, faisaient pour assurer la sécurité des livraison, Mme Oda a assuré qu'il y avait eu des discussions entre les autorités afghanes, onusiennes et canadiennes.

Son porte−parole a toutefois précisé que le rôle du Canada se limitait à fournir de l'argent pour de la nourriture. Il n'y a eu aucune requête pour de l'aide militaire ou autre de la porte de l'agence onusienne.

GG7564−FGCHD407−fv

Stephen Harper a arnaqué la population québécoise, selon Gilles Duceppe

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 375

Dans une salle bondée d'étudiants à l'Université Laval, à Québec, le leader du Bloc a employé des mots très durs à l'endroit du parti conservateur et de son chef.

Le gouvernement de Stephen Harper, a–t–il martelé, a "trahi" les engagements pris à l'endroit des Québécois, que ce soit au chapitre du règlement du déséquilibre fiscal ou de la place du Québec à l'Unesco.

"Quand les conservateurs affirment avoir tenu leurs promesses, ils mentent aux Québecois", a lancé M. Duceppe, les yeux rivés sur son texte.

"Jusqu'à maintenant, l'ouverture de Stephen Harper envers le Québec, c'est une arnaque, c'est juste des mots, on veut plus que des mots, on vaut plus que des mots", a–t–il poursuivi.

Selon lui, la place que le gouvernement Harper a consenti au Québec à l'Unesco est une pure coquille vide. En cas de désaccord avec le représentant du Canada, le délégué du Québec "doit se taire", a–t–il dénoncé.

"On lui dit: `si t'es pas d'accord, prends le corridor!' C'est le comble quand on sait que l'Unesco s'occupe de culture, une compétence québécoise", a fait remarquer le chef souverainiste.

Quant au règlement du déséquilibre fiscal _ une promesse formulée par Stephen Harper lors d'un discours à Québec le 19 décembre 2005 _ il se fait toujours attendre, argue le leader du Bloc.

À ses yeux, s'il avait vraiment voulu mettre fin au déséquilibre, M. Harper aurait renoncé au pouvoir fédéral de dépenser _ dans les champs de compétence exclusive du Québec _ et aurait transféré des points d'impôt au gouvernement québécois.

Or, "Stephen Harper n'a fait ni l'un, ni l'autre et son gouvernement répète pourtant que le déséquilibre fiscal est réglé. En disant cela, il tente délibérément de tromper les Québécois", a–t–il dit.

L'élimination pure et simple du pouvoir fédéral de dépenser est la prochaine étape de la bataille contre le déséquilibe fiscal, a souligné M. Duceppe. C'est à cette bataille que le Bloc consacrera ses énergies dans les prochains mois.

Le fédéral doit non seulement renoncer à intervenir dans les domaines de compétence exclusive, comme l'éducation, la culture ou la santé, il doit aussi, et en contrepartie, verser au Québec une pleine compensation monétaire, sans condition, a averti le député Laurier–Sainte–Marie.

L'abolition du pouvoir fédéral de dépenser est l'une des cinq conditions édictées par le Bloc québécois pour voter en faveur du discours du Trône, mardi prochain.

A cela s'ajoutent le respect du protocole de Kyoto, le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan en février 2009, le maintien du système de la gestion de l'offre dans le secteur agricole et des mesures d'aide pour les régions affectées par la crise forestière.

La Maison Blanche critique les parlementaires qui ont approuvé la résolution sur le génocide arménien

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 339

WHRE105−1010071202, DCPM103−1010071134

WASHINGTON (AP) −− L'administration Bush a vivement réagi jeudi au vote de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants sur le génocide arménien. Elle a prévenu jeudi que son vote définitif pourrait remettre en cause la présence des troupes américaines en Irak.

Contre l'avis de George W. Bush, la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants a approuvé mercredi une résolution qualifiant de génocide la mort de centaines de milliers d'Arméniens en Turquie en 1915. Les membres de la commission ont approuvé par 27 voix pour et 21 contre le texte, qui doit maintenant être examiné par la Chambre des représentants.

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates et la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice ont proposé de donner des instructions secrètes aux membres de la Chambre des représentants, au sujet des "intérêts de sécurité nationale" qui sont en jeu.

De hauts responsables militaires américains, dont l'amiral Michael Mullen, chef d'état−major interarmées, ont également décrit les répercussions potentielles que cette résolution pourrait avoir si elle était votée.

Dans une lettre adressée à la porte−parole de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, Robert Gates et Condoleeza Rice ont rappelé que la condamnation de la négation du génocide arménien par l'Assemblée nationale en France l'an dernier avait poussé la Turquie à annuler des accords militaires avec ce pays.

"Une réaction similaire du gouvernement turc à une résolution de la Chambre des représentants pourrait nuire aux troupes américaines sur le terrain, entraver notre capacité à approvisionner nos troupes en Irak et en Afghanistan, et causer des dommages significatifs à nos efforts en faveur de la réconciliation entre l'Arménie et la Turquie, à un moment clef de leurs relations", ont déclaré Robert Gates et Condoleeza Rice dans une lettre obtenue par l'Associated Press.

Ils ont pressé Nancy Pelosi d'empêcher que le texte soit mis à l'ordre du jour, de peur qu'il soit accepté.

Le porte−parole adjoint de la Maison blanche Scott Stanzel a réaffirmé que l'approbation définitive de la résolution serait problématique pour les efforts Américains au Proche−Orient.

"Pendant que la Chambre débat de l'Empire ottoman, elle n'avance pas sur le projet de loi de crédits", a−t−il aussi lancé, estimant que les démocrates avaient mieux à faire que d'évoquer l'histoire. AP

ar/v832

Benazir Bhutto maintient son retour au Pakistan pour le 18 octobre

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 210

ISLAMABAD (AP) –– L'ancien Premier ministre pakistanaise Benazir Bhutto a rejeté jeudi la demande du président Pervez Musharraf de reporter son retour au pays, assurant qu'elle arriverait bien la semaine prochaine au Pakistan pour y faire campagne pour les élections législatives de janvier 2008.

Benazir Bhutto, partie en exil en 1999 pour des accusations de corruption, a prévu de faire son retour le 18 octobre, suite à une loi d'amnistie promulguée la semaine dernière par le président Musharraf après des mois de négociations sur un éventuel partage du pouvoir à l'issue du scrutin de janvier.

Mais Pervez Musharraf, vainqueur de l'élection présidentielle le 6 octobre, avait invité mercredi Benazir Bhutto à attendre l'examen à partir du 17 octobre par la Cour suprême pakistanaise des requêtes de l'opposition sur son éligibilité.

Jeudi, Farhatullah Babar, porte–parole du Parti du peuple pakistanais de Benazir Bhutto, a indiqué que l'ancien Premier ministre n'entendait pas changer ses plans.

"Mohtarma Bhutto arrivera le 18 octobre comme prévu", a–t–il déclaré à l'Associated Press, employant le terme honorifique de Mohtarma.

M. Musharraf négocie avec Mme Bhutto pour se partager le pouvoir si le parti de cette dernière obtient de bons résultats aux législatives. Tous deux sont pro–Américains et ont appelé aux rassemblement des modérés pour lutter contre le retour des combattants talibans et d'Al–Qaïda à la frontière avec l'Afghanistan. AP

jp/v188

Ottawa envisage de ne pas remettre de nouveaux fusils aux soldats afghans

DATE: 2007.10.11
KEYWORDS: DÉFENSE POLITIQUE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 551

OTTAWA _ Les soldats afghans qui attendent avec impatience les nouveaux fusils C7 promis par le Canada pour les aider à combattre les talibans dans la province de Kandahar pourraient ne jamais obtenir les armes tant attendues, indique Le Devoir, dans son édition de vendredi.

Selon le quotidien montréalais, le gouvernement canadien "reconsidère" actuellement le dossier, même si tout avait été ficelé à la fin du mois de juillet dernier. Une mésentente entre le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères serait notamment à l'origine du blocage qui empêche l'Armée afghane de recevoir les 2500 fusils d'assaut C7.

Le printemps dernier, le Canada a mis la formation de l'Armée nationale afghane en tête de ses priorités.

En mars dernier, lors d'une visite à Kandahar, Gordon O'Connor a rencontré des responsables de l'Armée nationale afghane et leur a promis que le Canada fournirait des fusils C7 aux soldats afghans mal équipés. Le C7, l'équivalent du M16 de l'armée américaine, est l'arme couramment utilisée par les soldats canadiens depuis plusieurs années. Ce fusil a l'avantage d'être précis, puissant et d'avoir une longue portée. En revanche, les soldats afghans sont contraints d'utiliser de vieux AK−47, aussi nommé kalachnikovs, qui datent parfois de l'occupation soviétique des années 1980.

L'annonce officielle du transfert d'armes devait être faite le 13 août dernier, à l'occasion de la visite au Canada d'une délégation de l'Armée nationale afghane, notamment le sous−ministre de la Défense afghan Ahmad Yusuf Nuristani.

A la dernière minute, le ministère des Affaires étrangères a bloqué le transfert, soutenant qu'il n'était pas dans la tradition canadienne d'envoyer des armes à l'étranger. L'annonce n'a jamais eu lieu. "Si on veut que les soldats afghans soient efficaces et remplacent nos soldats un jour, il faut les équiper en conséquence", a soutenu au Devoir une source gouvernementale ulcérée par la décision des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères.

Un haut gradé des Forces canadiennes a affirmé au Devoir que "le projet est toujours ouvert" mais que le gouvernement "reconsidère" son approche.

C'est qu'au ministère des Affaires étrangères, l'idée de transférer des armes à un autre pays a été très mal reçue. Et puisque ce ministère a le dernier mot sur tout ce qui touche l'Afghanistan, les hauts fonctionnaires ont bloqué l'envoi des armes. Il n'a pas été possible, depuis trois jours, d'obtenir une réaction officielle de la part du ministère des Affaires étrangères.

L'une des raisons du blocage concerne le fait que le Canada milite depuis des années contre la prolifération des armes légères. Même si le don de 2500 fusils C7 à l'armée afghane n'a rien d'illicite, le risque de voir les C7 aboutir un jour entre de mauvaises mains est élevé dans un pays corrompu comme l'Afghanistan. "Il y a toujours un risque. Il y a un marché noir des armes et nous en sommes conscients. En même temps, l'Armée afghane aurait des procédures à suivre pour entretenir, entreposer et suivre à la trace ces armes", a soutenu un haut gradé militaire.

Au milieu du mois d'août, sans savoir que le dossier était gelé à Ottawa, les hauts gradés afghans à Kandahar exprimaient haut et fort leur désir de recevoir au plus vite les C7. "Je suis impatient de voir arriver les armes", a notamment soutenu le lieutenant−colonel Sherinshaw Khobandi à la Presse canadienne. "Avec ces fusils, nous pourrons travailler efficacement avec les Forces canadiennes qui nous entraînent."

Le Devoir−FGFV1